

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Diffusion immédiat

Siéger au sein d'un conseil d'administration au Québec rapporte près de 55 000 \$

Montréal, le 20 février 2008 – La plus récente étude sur les pratiques et tendances dans l'organisation et la rémunération des conseils d'administration révèle que **les administrateurs siégeant au sein des conseils d'administration des moyennes et grandes entreprises au Québec gagnent une rémunération médiane de l'ordre de 54 714 \$** comparativement à 43 731 \$ l'année précédente. L'analyse de cette enquête inclut la liste des 50 plus grandes entreprises québécoises ouvertes, avec des revenus supérieurs à 300 millions \$ CA.

Cette rémunération inclut le montant forfaitaire annuel, en argent et actions, le montant des jetons de présence ainsi que le montant des jetons pour la participation à un ou plusieurs comités. De plus, le résultat de la rémunération médiane fournit une image plus précise des montants versés par un grand nombre de moyennes entreprises au Québec puisqu'elle n'est pas influencée par quelques entreprises de grande taille.

La rémunération totale médiane offerte par les entreprises donnant des unités d'actions différées (UAD¹) ou des actions est de 66 766 \$ comparativement au montant de 38 087 \$ offert par les sociétés ne possédant aucun plan d'octroi d'action.

Nouvelles tendances

« La détention d'actions de la société peut contribuer à faire coïncider les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires qu'ils représentent. Par ailleurs, nous allons étudier ce qui pourrait expliquer l'écart important entre la rémunération avec des actions et celle entièrement en

¹ Des unités d'actions différées (UAD) sont des unités fictives ayant la même valeur que l'action de la compagnie. Les unités viennent à échéance lorsque l'administrateur quitte ses fonctions.

argent.» précise Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques.

Les secteurs des mines et métaux et du transport offrent la rémunération médiane la plus élevée à leurs administrateurs (110 000 \$ et 108 500 \$). Tandis que les secteurs des services financiers et des produits industriels attribuent une rémunération moins élevée (44 500 \$ et 32 000 \$).

Quant à la rémunération annuelle médiane versée au président du conseil d'administration elle est de 190 000 \$. Ces données excluent une vingtaine d'entreprises qui n'ont pas de rémunération prévue pour le président du conseil, car ce poste est occupé par un haut dirigeant de l'entreprise.

Autres résultats

Le pourcentage des femmes au sein des conseils d'administration a très peu changé en 2007. Plus spécifiquement, les femmes occupent 14 % des sièges au conseil des entreprises québécoises, un taux très voisin pour l'ensemble du Canada et des États-Unis. Près d'un conseil sur six ne compte aucune administratrice.

Les entreprises québécoises recherchent de plus en plus des administrateurs possédant une expérience sectorielle et à l'international.

Quant au processus d'évaluation, 60 % des entreprises interrogées utilisent un processus d'évaluation du président de leur conseil d'administration comparativement à 87 % au Canada.

Le compte rendu intégral de l'étude peut être consulté sur le site web de l'IGOPP (www.igopp.org) et de Spencer Stuart (www.spencerstuart.com).

Informations sur l'IGOPP et Spencer Stuart.

L'IGOPP est le fruit d'initiative conjointes des deux établissements universitaires, HEC Montréal et l'Université Concordia (l'École de gestion John-Molson). C'est en septembre 2005 que l'Institut voyait le jour. Toutes ses activités se situent dans la perspective de l'exercice de la haute direction : la définition de la mission, l'évaluation de la gestion stratégique et de la performance financière, le choix et la rémunération des dirigeants de même que la gestion des risques. Ses activités sont concentrées principalement dans les quatre domaines suivants : recherche, formation, prise de position et diffusion. L'Institut coordonne des activités des chercheurs, organise des colloques, prend des initiatives sur le plan intellectuel, formule des solutions pointues, renforce les capacités de gouvernance et encourage les partenariats et la diffusion des connaissances.

Spencer Stuart est la société privées internationale la plus en vue dans le domaine de la recherche de cadres de direction et compte 50 bureaux répartis dans 25 pays. Depuis 50 ans, Spencer Stuart offre à une clientèle choisie toute une gamme de solutions de capital humain, notamment la recherche de cadres supérieurs, la nomination de membres de conseils d'administration, des services de direction stratégique et le recrutement de cadres intermédiaires. L'entreprise assure près de 4 000 affectations chaque année, s'associant avec des clients allant du Financial Post et du Fortune 500 à des sociétés à moyenne capitalisation et des entreprises à forte croissance, ses clients appartenant à divers secteurs et industries. Spencer Stuart a été la première entreprise internationale de recherche de cadres de direction à faire son apparition sur le marché canadien. Le bureau de Toronto, établi en 1978, et celui de Montréal, ouvert en 1982, ont aidé des clients de partout au pays à obtenir des solutions exceptionnelles en matière de leadership.

(30)

Pour information : **M. Michel Nadeau**, Directeur général
Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques
(514) 340-6398

M. Robert C. Nadeau, Associé & responsable de la pratique des
conseils d'administration
Spencer Stuart
(514) 288-3377